



Nicolas Sarkozy au siège des Républicains, mardi à Paris.

JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

Nicolas Sarkozy : « Il faut refonder la politique migratoire européenne »

Face à l'urgence, le président des Républicains appelle à un nouveau Schengen et à l'adaptation du droit du sol.

PROPOS RECUEILLIS PAR
**ALEXIS BRÉZET, CHARLES JAIGU
ET ARNAUD DE LA GRANGE**
@abrezet @cjalgu
adelagrangef@lefigaro.fr

LE FIGARO. - Vous étiez défavorable avant l'été à une politique de régulation des migrants par des quotas, tout comme François Hollande. Mais il s'est finalement rallié à cette politique. L'approuvez-vous ?

Nicolas SARKOZY. - Non. Nous avons là une nouvelle illustration de l'absence de stratégie, de vision et d'autorité de François Hollande. La France a vocation à fixer un cap en Europe et non pas à se retrouver à la traîne. Les Français constatent chaque jour que François Hollande a perdu toute maîtrise des événements. Au gré des circonstances, il rejette puis adopte telle ou telle position. C'est le cas pour les quotas et pour tant d'autres sujets, comme la hausse et la baisse des impôts, la TVA sociale, l'avenir de Fessenheim...

Êtes-vous toujours hostile aux quotas ?

En l'état actuel, oui. Les quotas ne peuvent être que la conséquence d'une nouvelle politique d'immigration européenne, et en aucun cas le préalable ! Je m'explique : puisqu'il y a autant de politiques d'immigration que d'États membres de Schengen, fixer des quotas reviendrait à accepter chez nous des étrangers qui ne correspondent pas aux critères que nous avons fixés pour l'entrée sur notre territoire. François Hollande ment quand il avance le chiffre de 24 000 réfugiés acceptés en France. Puisque la France garde des allocations sociales supérieures à celles de ses partenaires de Schengen, les réfugiés qui rentrent dans les autres pays de Schengen finiront inéluctablement chez nous. On voit bien que les quotas ne seraient acceptables qu'après l'adoption d'une politique migratoire européenne commune. Le défi qui se trouve posé, c'est celui de cette nouvelle politique migratoire européenne. Nous avons besoin d'une stratégie claire, seule à même de rassurer les Français sur la capacité de notre pays à maîtriser la situation. Les quotas dès maintenant comme seule réponse constitueront un engrenage sans fin : l'augmentation des derniers chiffres donnés par l'Allemagne l'illustre parfaitement.

Que proposeriez-vous ?

Il y a trois flux migratoires de nature dif-

férente qui appellent des réponses différenciées : les migrants économiques que la France n'a plus les moyens d'accueillir que de façon extrêmement limitée ; les réfugiés politiques que nous avons toujours accueillis au nom de notre tradition humaniste qu'il serait inacceptable de modifier ; les réfugiés de guerre qui sont obligés de fuir provisoirement leurs pays en voie de désintégration - c'est le cas de l'Irak ou la Syrie - que nous devons accueillir pour la seule période des conflits et qui ont donc vocation à rentrer chez eux une fois la paix rétablie. Ces derniers doivent être distingués des réfugiés politiques qui, eux, ont droit à un visa de dix ans. Il faut donc aménager un véritable statut provisoire de réfugié de guerre qui n'existe pas formellement aujourd'hui.

Dans quelles conditions ce statut serait-il accordé ?

Avant de l'accorder, il faut l'instruire, car l'afflux des situations d'urgence rend encore plus intolérable la fraude au statut de réfugié politique ou de guerre. Nous devons être accueillants avec ceux qui sont opprimés. Cela impose de refuser la banalisation de ces statuts exceptionnels. C'est pourquoi il faut créer des centres de rétention dans les pays périphériques à Schengen afin d'instruire les demandes d'entrée en Europe au titre du statut de réfugié politique ou de réfugié de guerre. Instruire les situations personnelles après que la Méditerranée a été traversée expose l'Europe à des drames humains insupportables. En revanche, si elles sont instruites avant que la Méditerranée ne soit franchie, on protège l'intégrité physique de désintégration de la société française grandiront jusqu'à devenir inévitables. Il sera alors trop tard pour verser des larmes par lâcheté on aura refusé d'affronter.

À quels pays pensez-vous pour installer ces centres ?

À tous les pays périphériques de Schengen, à l'est comme au sud, et qui sont déjà aujourd'hui ce que l'on appelle des « pays de rebond », c'est-à-dire des pays hier d'embranchement qui sont devenus des pays de transit pour les migrants en

Les Français constatent chaque jour que François Hollande a perdu toute maîtrise des événements,

attente d'une entrée en Europe. Ces centres devront être financés par l'Europe, qui instruira les demandes en lien avec le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU.

Pourquoi les pays relais, qui sont sur la route des migrants, s'embarrasseraient-ils de ces centres sous tutelle européenne ?

Parce qu'ils sont aujourd'hui victimes d'un afflux de migrants qui ne souhaitent pas rester chez eux et qui dépassent complètement leurs actuelles capacités d'accueil. Les centres dont je propose la création sont le seul moyen de réguler le flux des migrants et d'empêcher les passeurs et les mafieux d'exploiter l'extrême misère humaine. Il me semble urgent que la France prenne l'initiative d'une conférence qui réunirait l'Union européenne et nos voisins de la Méditerranée pour préparer un accord multilatéral sur l'immigration. Ayons conscience que seule une grande et ambitieuse politique méditerranéenne permettra de répondre aux défis qui nous sont posés. L'immigration, le terrorisme, la paix, le développement économique ne pourront être traités que par l'alliance et la coopération entre les pays de la Méditerranée, pas par leur affrontement. J'ajoute enfin que l'aide au développement de l'Afrique, à laquelle je suis tout particulièrement attaché, et

l'obtention des visas pour venir en Europe doivent être désormais clairement conditionnées à l'acceptation par les pays d'émigration du retour chez eux de leurs ressortissants en situation irrégulière sur notre territoire.

Vous dites qu'il faut aussi réformer la politique européenne.

Que proposez-vous ?

Il ne faut pas la réformer, il faut la refonder. L'immigration zéro que prétend atteindre Marine Le Pen est un mensonge et, du point de vue des valeurs humaines, une honte quand on voit les atrocités que subissent les victimes de ces guerres, par exemple les Syriens. Ce qu'il faut, en revanche, c'est réguler et réduire les flux migratoires. Pour cela, il faut une méthode. Je l'ai souvent répété depuis 2012, je suis convaincu qu'il faut ouvrir une nouvelle négociation des accords de Schengen. Aujourd'hui, Schengen ne fonctionne plus. C'est un constat incontestable. Il faut être lucide et en tirer les conséquences en suspendant provisoirement la libre circulation des ressortissants non européens au sein de Schengen. Naturellement la liberté de circulation des Européens doit rester un principe intangible.

Mais comment ferez-vous respecter cette suspension ?

À ma connaissance, il y a toujours des frontières et heureusement ! À ma connaissance également, il y a toujours une Police de l'air et des frontières, et des douaniers. Il ne doit donc pas être très compliqué de leur demander de faire ce travail pour les ressortissants non européens. Ce qui manque en l'occurrence, ce ne sont pas les moyens, c'est la volonté politique. Ce rétablissement des contrôles sera maintenu tant qu'on n'aura pas réussi à se mettre d'accord au sein de l'Union européenne sur les conditions d'un Schengen II. J'entends bien que ce que je propose est une rupture par rapport à la situation actuelle et que Schengen II, qui nécessitera l'adoption préalable d'une même politique migratoire pour tous en Europe, change profondément les habitudes. C'est la gravité extrême de la situation à laquelle notre continent est confronté qui me fait appeler à une réponse aussi ambitieuse. Jamais, dans l'histoire de l'Europe, elle n'a eu à faire face à une telle pression migratoire.

Vous proposez une harmonisation des politiques de chaque pays membre,

mais en 2012 vous ne remettez pas en cause l'AME ou d'autres aides sociales. Avez-vous changé ?

Je vous rappelle qu'en 2012, j'ai indiqué que la France se retirerait de Schengen avant un an si un Schengen II n'était pas adopté. J'ajoute que la situation s'est considérablement dégradée. Il nous faut donc adapter nos réponses à la force des défis qui se présentent. Ce sujet est central. Les urgences évoluent en quelques semaines, les réponses ne peuvent plus mettre des années à s'élaborer. Ainsi, il ne doit plus être possible d'accorder des prestations sociales sans conditions. Un étranger en situation régulière ne doit pouvoir postuler aux allocations logement et familiales qu'au bout de cinq ans. Enfin, l'aide médicale d'État, qui coûtera cette année près d'un milliard d'euros, doit être supprimée et remplacée par la seule prise en charge des urgences médicales. Quant au regroupement familial, sans revenir sur son principe, il nous faudra en revoir les critères car, aujourd'hui, il est l'occasion de trop de fraudes.

Faut-il supprimer le droit du sol, comme le demande Marine Le Pen ?

Non, car le risque est grand d'ouvrir un débat idéologique qui retardera encore l'adoption d'une nouvelle politique d'immigration adaptée à la situation. Le droit du sol est une tradition française, appartenant à l'identité française. À la différence de Mme Le Pen, je suis attaché à l'identité française. On ne peut pas, dans cette identité, prendre ce qui vous plaît comme un menu à la carte. Elle est un tout, dont l'accueil des opprimés et la reconnaissance de la nationalité française quand on naît sur le territoire français font partie. En revanche, le droit du sol ne peut justifier des fraudes ou des pratiques intolérables. Je pense par exemple à Mayotte, où tant de Comoriennes viennent accoucher pour le seul bénéfice de la nationalité française.

Je m'interroge sur une évolution de notre droit du sol, qui garantirait la présomption de nationalité pour un enfant né sur le territoire national, mais qui permettrait à l'État de s'opposer à cette acquisition dans des cas bien précis : si les parents sont en situation irrégulière au moment de la naissance ; si l'intéressé s'est livré à des activités terroristes ou à des actes de délinquance... Je me résume : je suis pour le maintien du droit du sol et son adaptation. Adaptation qui seule permettra de lutter contre la fraude.

Que faire face à l'urgence ?
Ce que vous proposez ne se mettra pas en place immédiatement.
Pourquoi ? C'est une question de volonté. Tant de temps a été perdu. C'est peut-être le moment de le rattraper...

Désapprouvez-vous le choix fait par Angela Merkel d'accueillir les migrants syriens ?
Je ne vais pas désapprouver un principe que je viens par ailleurs de rappeler. Les Syriens sont des réfugiés de guerre, on ne peut pas les abandonner, pour peu qu'on rappelle qu'une fois la guerre terminée, ils auront vocation à rentrer en Syrie. Je ne vais pas, de la même manière, lui donner tort de ne pas respecter une politique européenne qui n'existe pas. On voit à quel point le couple franco-allemand est profondément déstabilisé par l'absence de François Hollande.

Les maires doivent-ils accueillir des réfugiés syriens ?
Le président de l'Association des maires de France, François Baroin, a raison de dire que chacun doit faire selon ses capacités.

Faut-il faire de Calais un camp de rétention ?
En aucun cas et en aucune façon. Un nouveau Sangatte serait ni plus ni moins qu'irresponsable. Quelle serait la logique d'ouvrir des camps en France ? Et de surcroît pourquoi à Sangatte plutôt qu'ailleurs ? La population du Calais a suffisamment souffert. Comme toujours avec ce gouvernement, il s'agit de gérer les conséquences des drames plutôt que de s'attaquer à leurs causes.

Pensez-vous que les étrangers qui ont été répertoriés par le fichier S doivent être renvoyés de France ?
Le principe de précaution doit exister aussi en matière de sécurité nationale. Il doit s'appliquer à des individus potentiellement dangereux. Toute personne étrangère qui a une connexion directe avec les terroristes doit être expulsée. Mais le fichier S ne peut à lui seul être un élément suffisant pour motiver cette expulsion. Il n'est pas fait pour cela. On peut être dans le fichier S parce qu'on a connu accidentellement quelqu'un qui y est.

Faut-il déchoir de la nationalité française les djihadistes qui ont la double nationalité ?
Oui.

Que pensez-vous de l'enthousiasme de l'opinion allemande et de la froideur de l'opinion française ?
Il faut se méfier des jugements à chaud. On constate aussi beaucoup de solidarité en France. D'ailleurs, de tous les continents du monde, l'Europe est le plus ouvert et le plus généreux, et la France y prend largement sa part. ■



Les quotas ne peuvent être que la conséquence d'une nouvelle politique européenne, et en aucun cas le préalable.

« Donnons-nous les moyens de vaincre Daech en quelques mois »

L'ex-président souhaite « la réconciliation nationale » en Syrie, sans Assad, mais avec « des membres de l'ancien système ».

LE FIGARO. - Êtes-vous satisfait de la décision de François Hollande de lancer des vols de reconnaissance au-dessus de la Syrie, en vue de possibles frappes aériennes ?
Nicolas SARKOZY. - Je ne vois pas ce qui nous empêchait déjà de faire de l'observation, à 15 000 mètres d'altitude. J'espère que François Hollande a pris la responsabilité de collecter quelques renseignements, pour que nous ne dépendions pas exclusivement des autres... Quant aux frappes aériennes en Syrie, j'en soutiens évidemment le principe car comment dire qu'on fait la guerre à Daech sans les frapper où ils se trouvent ?

Ce revirement arrive-t-il trop tard ?
Sur la question syrienne, tout arrive bien trop tard. En août 2012, à une époque où l'opposition syrienne modérée était plus forte, j'ai dit la gravité de la crise et la nécessité d'agir. L'inaction de la communauté internationale a conduit à quoi ? Au maintien de Bachar el-Assad, qui a au moins 200 000 morts sur la conscience, à l'émergence de Daech, à une opposition syrienne modérée très affaiblie parce que nous ne l'avons pas suffisamment aidée, et à ce qu'une majorité des Syriens soit maintenant convaincue que la communauté internationale les a abandonnés. Le déficit de leadership international, sur cette question comme sur tant d'autres, est effrayant.

Visez-vous les États-Unis ?
Oui, même si la Méditerranée doit d'abord être l'affaire des Européens. Ce qui se passe en Syrie nous touche directement. Chaque fois que l'Europe a tourné le dos à la Méditerranée, elle a tourné le dos à son avenir. Nous n'avons pas le choix, il faut intervenir.

De plus en plus de voix évoquent la nécessité de troupes au sol.
Le débat n'est pas entre aviation ou forces au sol. D'abord parce que l'aviation, sans experts au sol, est aveugle. Ils sont nécessaires pour prendre les coordonnées GPS des cibles, ce qui évite les dommages collatéraux. Donc, dire « on peut envoyer des avions mais personne au sol » est un mensonge.

Mais il ne s'agit pas de véritables troupes de combat engagées sur le front...
Ce n'est pas de l'infanterie, certes, mais il s'agit bien de forces au sol. Qui peut espérer gagner cette guerre sans avoir de soldats ? Personne. Donc la question n'est pas de savoir s'il faut des soldats, mais lesquels.

Faut-il envoyer des soldats français ?
Pas de forces françaises au sol au-delà des experts que j'évoque. Je ne plaide en aucun cas pour que l'on fasse un nouvel Afghanistan ou un nouvel Irak. Je rappelle qu'en Libye, nous conduisons une vingtaine de pays, les forces au sol étaient des forces arabes, pas des forces européennes, et nous avons pu gagner cette guerre en dix mois. Pour la Syrie, il faut donc mobiliser des forces terrestres de pays de la région, comme les États du Golfe ou l'Égypte, et des forces de l'opposition syrienne. Qui peut penser que la Syrie sera libérée sans que les Syriens y prennent leur part ?

Malgré le piétinement actuel, peut-on encore vaincre Daech ?
On ne « peut » pas, on doit vaincre Daech en quelques mois, si l'on s'en donne les moyens.

Mais pour agir ainsi en Syrie, il faudrait le feu vert des Russes...
On voit la grave erreur qui fut celle de créer les conditions d'une nouvelle guerre froide avec la Russie. Nous avons besoin d'elle sur le dossier syrien et sur Daech. Il faut tourner la page de cette guerre froide avec Moscou, ce qui ne veut pas dire que l'on est d'accord sur tout, ni que l'on accepte ce qui se passe à Donetsk. La Russie doit montrer sa bonne volonté en aidant la communauté internationale à vaincre Daech et à régler l'imbrroglio syrien. La Russie doit revenir dans le G8, elle doit lever l'embargo sur les viandes et un nouveau dialogue doit s'engager entre les Européens et les Russes. C'est dans l'intérêt des Russes comme des Européens.

Sur ce point, François Hollande a laissé entrevoir, lundi, une levée des sanctions. C'est bien le problème : on « laisse entrevoir » la levée des sanctions, on « laisse entrevoir » la possibilité d'une baisse d'impôts, la possibilité de travailler le dimanche... Et à l'arrivée on ne voit rien du tout ! Gouverner, c'est décider. Et la seule chose qu'on a vue avec la Russie, ce sont les 2 milliards d'euros qui vont peser sur les Français par le seul refus de livrer les Mistral.

Officiellement, on parle de moins d'un milliard...
Un milliard directement, 2 milliards indirectement. Quant aux éleveurs français, ils ont perdu plusieurs centaines de millions...

La situation de l'Irak ou celle de la Libye aujourd'hui, après des interventions, ne sont pas des exemples encourageants...
L'Irak n'est à l'évidence pas un succès. Mais cela a commencé par un mensonge initial, sur les armes de destruction massive, ce qui n'est jamais bon pour la suite... La Libye, elle, a été abandonnée. Il fallait accompagner les Libyens économiquement, politiquement, les aider

à désarmer les milices, à financer une armée et une police qui n'existaient plus. Je rappelle qu'après notre intervention en Libye, les premières élections libres dans l'histoire de ce pays se sont déroulées parfaitement avec 60 % de participation et la victoire des modérés. L'intervention libyenne fut l'exemple d'une parfaite collaboration entre les pays occidentaux et les pays arabes pour débarrasser la planète d'un régime meurtrier. L'absence de suivi ensuite fut l'exemple de l'inconséquence de choix politiques guidés par des considérations intérieures et la volonté de ne pas assumer des responsabilités internationales.

François Hollande veut préparer l'après-Bachar el-Assad. Est-ce un point d'accord ?
L'avenir de la Syrie ne peut pas s'envisager avec Bachar el-Assad, mais cela ne veut pas dire que tous ceux qui ont travaillé au sein du parti Baas doivent être exclus de l'avenir de leur pays. Ce fut une grande erreur en Irak. Il faut organiser la réconciliation nationale en réintégrant des membres de l'ancien système. C'est la condition de la paix. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A.B., C.J. ET A.L.G.

On voit la grave erreur qui fut celle de créer les conditions d'une nouvelle guerre froide avec la Russie. Nous avons besoin d'elle sur le dossier syrien et sur Daech.

BANQUE TRANSATLANTIQUE
BANQUE DE GESTION PRIVÉE DEPUIS 1881

TRANSMETTRE UN PATRIMOINE
C'EST SAVOIR LE RÉINVENTER.

PARIS | BRUXELLES | GENÈVE | HONG-KONG | LONDRES
LUXEMBOURG | MONTRÉAL | NEW-YORK | SINGAPOUR

CIC
BANQUE TRANSATLANTIQUE
| A MEMBER OF CIC PRIVATE BANKING |

26, AVENUE FRANKLIN D. ROOSEVELT 75008 PARIS | WWW.BANQUETRANSATLANTIQUE.COM